

### **L'économie italienne**

Pour 1985, le gouvernement Craxi s'était fixé deux objectifs, soit contrôler l'inflation et réduire le déficit. L'inflation, qui atteignait un niveau de 20 % en 1982, était tombée à 8,6 % en 1984 et elle est demeurée à ce niveau tout au long de 1985. Ce taux reste encore supérieur à celui des autres pays européens. Le déficit budgétaire est resté élevé. Le déficit au compte courant est passé de 2,9 milliards \$ en 1984 à 5 milliards \$ en 1985, mais il devrait baisser un peu en 1986, en vertu des perspectives de hausse des exportations suite à la dévaluation de 8 % de la lire, effectuée l'an dernier. Néanmoins, le déficit au compte courant devrait être de l'ordre de 3 milliards \$ cette année.

Le gouvernement estime que le taux de chômage est demeuré au niveau de 11 % et il ne prévoit pas d'amélioration à court terme. La croissance du PIB atteignait 2,4 % en 1985 et la chute des prix du pétrole pourrait stimuler encore plus la croissance en 1986. À d'autres égards, 1985 s'est avéré une année relativement dynamique pour l'économie italienne. Les importations ont augmenté de près de 9 % et les exportations d'environ 8 %. L'investissement industriel en équipement et machinerie a atteint un niveau étonnant. Les estimations les plus récentes fixent le taux de croissance dans ce secteur à 11,3 % en 1985, comparativement à 9,5 % en 1984. Les investissements bruts en immobilisations ont augmenté de 4,5 % l'an dernier.

### **Les relations Canada – Italie**

Notre population compte plus de 700 000 Canadiens d'origine italienne, ce qui influence considérablement nos relations bilatérales par le biais de nombreux liens culturels et commerciaux.

En 1985, les exportations canadiennes en Italie se sont chiffrées à environ 550 millions \$, soit une baisse marginale par rapport aux 577 millions de 1984, pendant que nos importations passaient de 1,115 à 1,3 milliard \$. Les produits finis représentent seulement 15 % de nos ventes à l'Italie. Il y a toutefois une volonté mutuelle d'accroître nos échanges au niveau des produits de haute technologie, de favoriser

l'investissement, d'intensifier la coopération industrielle et d'encourager les entreprises conjointes. Par ailleurs, des accords bilatéraux ont été conclus ces dernières années dans les domaines de la culture, de la fiscalité et de la sécurité sociale.

### **Les communautés européennes (CE)**

#### **Jacques Delors, Président de la Commission des CE**

Jacques Delors (Français, né en 1925) est Président de la Commission des Communautés européennes depuis janvier 1985. Il a poursuivi plusieurs carrières: banquier, fonctionnaire, professeur et homme d'État. Il a été Ministre de l'Économie et des Finances de la France de 1981 à 1984.

En tant que Président de la Commission, M. Delors a, dans les limites de la compétence de la Communauté, maintenu un intérêt direct pour les affaires monétaires et pour la promotion de la libéralisation du mouvement des biens et des services à l'intérieur du marché commun (le but avoué étant d'éliminer tous les obstacles subsistants d'ici 1992) et au plan international. M. Delors s'est aussi grandement intéressé à la recherche et au développement en technologie de pointe, réclamant pour la Communauté des programmes nouveaux et plus ambitieux ainsi que des engagements financiers accrus. Il a activement participé au dernier effort de réforme institutionnelle de la CE, et est largement responsable des progrès réalisés au Sommet communautaire de Luxembourg, en décembre dernier.

#### **Premier ministre des Pays-Bas, Rudd F.M. Lubbers**

M. Lubbers, Premier ministre des Pays-Bas, assistera au Sommet du fait que son pays assure actuellement la présidence du Conseil des CE.

Né en 1939 à Rotterdam, M. Lubbers a une formation d'économiste. Il est membre du Parti chrétien démocrate (CDA). Il commença sa carrière dans l'entreprise familiale de machines-outils en 1963. Dans les années 60, il devint membre du Parti populaire catholique (intégré depuis 1977 au Parti chrétien démocrate). Il fut ministre des Affaires économiques de 1973 à 1977 puis leader du Parti chrétien démocrate au Parlement. Élu chef de ce parti en 1982 et